

Les buts de guerre alliés et leur soutien aux nationalités opprimées novembre 1917 – mai 1918

Résumé : La défaite italienne à Caporetto et la révolution bolchevique ont obligés les Alliés à modifier leurs buts de guerre, voire de tenter d'affaiblir le camp adverse par une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie. Les Alliés anglo-saxons notamment voulaient ainsi prévenir la prolongation de la guerre, mais les différents pourparlers avec les représentants de la Double Monarchie n'ont pas aboutis car les Alliés voulaient une paix séparée et l'empereur Charles une paix générale. La France était résolument contre toute solution autre celle qui se soldera par une défaite de l'Allemagne et le retour de l'Alsace-Lorraine au sein de la République. C'est pourquoi le gouvernement Clemenceau voulait affaiblir le camp adverse en y provoquant des troubles intérieurs en apportant le soutien allié aux nationalités vivants dans l'Autriche-Hongrie. Les revendications nationales des Tchécoslovaques, des Polonais, et jusqu'à un certain point, même des Yougoslaves ont été à partir du mai 1918 officiellement reconnues.

Mots-clés : les buts de guerre alliés, la paix séparée, l'Autriche-Hongrie, la France, Clemenceau, la Serbie, les nationalités opprimées

L'automne 1917 apporte aux Alliés son lot de déceptions et d'échecs, dont l'effondrement du front italien en octobre n'est pas le moindre. La défaite italienne à Caporetto a une importance considérable sur l'avenir de la question yougoslave. L'échec militaire va de pair avec un échec diplomatique, car les Alliés ne sont plus disposés à tenir compte des buts de guerre italiens, exprimés avec vigueur dans le traité de Londres. Le Royaume de Savoie, aux yeux des Alliés, mène une guerre à part, carrément égoïste, avec pour seul objectif de réaliser ses revendications territoriales aux dépens de la Double Monarchie, unique raison de son entrée en guerre. L'incapacité de son armée à les accomplir, libère pratiquement les Alliés des obligations prises en mai 1915, car comme le disait Lloyd George avec sa candeur typiquement britannique : « On ne peut pas attendre de nos soldats qu'ils se battent pour réaliser le projet d'une grande Italie. » En conséquence, toute idée de démembrement de l'Autriche-Hongrie est abandonnée. De cette façon, paradoxalement, la défaite italienne sonne le glas de l'unité yougoslave. Désormais, Londres et Paris, toujours favorables à la survie de la Double Monarchie, exercent une influence accrue sur l'issue de la guerre avec cette dernière. Après la défaite, la participation italienne dans la guerre devient conditionnée à l'aide économique et militaire des Alliés. La diplomatie italienne, aussi bien officielle qu'officieuse, se voit contrainte de lutter conjoint-

ement avec les Serbes et les Yougoslaves pour mettre de nouveau le sort de la Double Monarchie à l'ordre du jour des réunions alliées.¹

Un autre échec, la révolution bolchevique, d'une ampleur encore plus importante, secoue les Alliés en novembre. Malgré les tergiversations qui perdurent encore quelques semaines, les intentions des « maximalistes » comme on les appelle alors, sont claires dès la publication, le 9 novembre, du fameux décret de la Paix. La menace d'une paix séparée à l'Est, et l'écroulement du front italien, poussent le président Poincaré à rappeler son vieil adversaire politique, Georges Clemenceau à la rescousse d'une guerre française qui vacille dans ses fondements. Dès sa première allocution devant la Chambre le 20 novembre, dans sa déclaration de politique générale, Clemenceau avertit laconiquement ses concitoyens et l'ennemi : « Ni trahison, ni demie-trahison, la guerre. Rien que la guerre. [...] Le pays connaîtra qu'il est défendu ». ² Dans sa volonté de défendre à tout prix la République, Clemenceau n'hésitera pas, le moment venu, de susciter les troubles intérieures dans le camp adverse, notamment en apportant son soutien à des nationalités vivant dans la l'Autriche-Hongrie, y compris les yougoslaves.

Georges Clemenceau et la politique orientale de la France

Dès son arrivée au pouvoir, le nouveau président du Conseil, obligé de mener la guerre sans l'aide de l'alliée traditionnelle russe, se lance à une chasse effrénée aux effectifs en France, cherchant en même temps à soutenir et à consolider l'effort des petits Alliés, y compris ceux des Balkans. La défection russe impose un bouleversement profond à la politique orientale de la France. Dans un premier temps Clemenceau cherche à inciter l'armée russe à continuer la lutte commune. Il envoie le 21 novembre un message au Commandant en chef des armées russes, le général Dukhonin, l'avertissant que la France n'a pas l'intention de reconnaître le gouvernement bolchevique. Il se dit confiant que l'armée russe, fidèle à son sens du devoir et son patriotisme, n'abandonnera pas ses alliés.³ Le sort tragique, que connaît peu après le général russe, force le gouvernement français à accepter la prédomi-

¹ Piero Melograni, *Storia politica della Grande Guerra 1915-1918*, 2^e éd. (Milan : Mondadori, 1998), 420-424; Giorgio Candeloro, *Storia della Italia Moderna*, vol. VIII, *La Prima guerra mondiale, il dopoguerra, l'avvento del fascismo*, 3^e éd. (Milan : Feltrinelli, 1989), 198-202.

² Edouard Bonnefous, *Histoire politique de la Troisième République*, vol. II, *La Grande guerre*, 2^e éd. (Paris : Presses Universitaires de France, 1967), 346.

³ Kalevo Horvi, *Cordon sanitaire or barrière de l'Est : The Emergence of the New French Eastern European Alliance Policy* (Turku : Turun Yliopisto, 1975), 67.

nance bolchevique dans le Nord, tout en essayant de former un centre de résistance armée au Sud, en Ukraine et sur les confins de la Roumanie. L'objectif de cette tentative est d'abord de priver les Puissances centrales des vivres et des matières premières de l'Ukraine, permettant du même coup à la Roumanie de continuer la lutte au côté des Alliés.⁴

Un autre volet de la nouvelle politique orientale de la France aura des conséquences considérables pour l'avenir de l'espace yougoslave. Voulant aider à la constitution d'une force opposée aux bolcheviques, Clemenceau décide de soutenir les nationalités vivant dans les provinces orientales et désirant se détacher du pouvoir central. L'instruction dans ce sens avait été envoyée à l'ambassadeur français Niessel dès le 25 novembre.⁵ De cette façon, le gouvernement français, contraint par la défection russe, utilise pour la première fois les mouvements nationaux comme une arme dans la guerre. Les partisans de cette politique au sein du Quai d'Orsay, présentent, sans tarder, les projets conçus depuis longtemps, visant à remplacer l'alliance russe par une barrière formée des états créés selon le principe des nationalités. Cette barrière constituée, en premier lieu d'une Pologne rétablie dans ses frontières historiques et de la Roumanie, est censée contenir la percée allemande vers l'Est. Pierre de Margerie, Directeur des Affaires politiques au Quai d'Orsay, auteur de ce projet datant du 26 novembre 1917, en faisait la pierre angulaire de la politique française.⁶ De Rome, Camille Barrère, ambassadeur français, le premier décembre, propose lui aussi à Pichon de faire appel aux nationalités, mais cette fois en élargissant le champ d'application de ce projet à la Double Monarchie.⁷

Ainsi la réponse française aux revers subis dans la vallée d'Isonzo et sur les rives de la mer Baltique se compose de deux volets. D'abord le renforcement du camp allié, et, pour la première fois, tentative d'utiliser les nationalités pour déstabiliser le camp adverse. Faut-il souligner, encore une fois, qu'il ne s'agit pas d'une décision préméditée, mais d'une nécessité imposée par la tournure que la guerre avait prise. D'ailleurs, la mise en pratique de ces deux volets de la politique étrangère française démontrera à quel point ils étaient liés par une seule volonté et un seul objectif : sortir de l'impasse et gagner la guerre.

⁴ Michel Jabara Carley, *Revolution and Intervention. The French Government and the Russian Civil War* (Kingston & Montréal : McGill-Queen's University Press, 1983), 26-27.

⁵ Horvo, *Cordon sanitaire*, 68.

⁶ Ibid. 72-73.

⁷ François Charles-Roux, *Souvenirs diplomatiques : Rome-Quirinal, février 1916 - février 1919* (Paris : Fayard, 1956), 293.

Leur interdépendance se voit démontrée lors de la première séance du Conseil Supérieur de la guerre allié, du 29 novembre au 3 décembre à Paris. Les Alliés souhaitent arrêter une stratégie commune leur permettant de trouver une réponse adéquate à l'évidente défection russe. Malgré la présence, pour la première fois, du représentant personnel du président américain, le Colonel House, le débat est animé par les hommes d'État français, britanniques et italiens. Les Français, Clemenceau et son Ministre des Affaires étrangères, Stéphane Pichon, proposent d'abord la reconnaissance de la Pologne dans les termes envisagés par Marguerie. Ils veulent même en faire un des buts de guerre alliés.⁸

Leur projet se voit repoussé pour des raisons n'ayant rien à voir avec la situation en Russie. Les Alliés avaient refusé de reconnaître le gouvernement bolchévique, mais ils n'étaient pas prêts à reconnaître pour autant un état polonais. Le Baron Sidney Sonnino, Ministre italien des Affaires étrangères, le principal architecte du traité de Londres, arrive à Paris avec un autre agenda. Il veut d'abord pousser les Américains à déclarer la guerre aux alliés de l'Allemagne tels que l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie. De cette manière il souhaite lier davantage les États-Unis aux Alliés. D'autre part, les Italiens estiment un débat sur la stratégie générale des Alliés peu utile, craignant une tentative de révision de leurs buts de guerre au moment où, affaiblis par la défaite de Caporetto, ils ne seraient plus en mesure de les défendre. Ainsi Sonnino considère la proposition française comme un précédent dangereux, permettant par la suite l'application du principe des nationalités dans les régions convoitées par l'Italie, notamment en Dalmatie.⁹

La position britannique apparaît même plus tranchée. Lloyd George, après la défection russe, croit le projet impossible. Selon le président du Conseil britannique, désormais, l'issue à la guerre ne pourrait être trouvée que dans des négociations menant à la défection de l'un des alliés allemands.¹⁰ Le gouvernement britannique estimait déjà après l'échec sur le front français de l'offensive Nivelle, avril-mai 1917, la victoire alliée impossible, au cas où l'Entente ne réussirait pas à détacher de l'Allemagne un des ses alliés. Dès qu'il a connaissance, en avril 1917, de la tentative de médiation du prince Sixte de Bourbon-Parma entre les Alliées et l'Autriche-Hongrie,

⁸ David Stevenson, *French War Aims against Germany 1914-1918* (Oxford : Clarendon Press, 1982), 98.

⁹ Sidney Sonnino, *Diario*, vol. III (Bari : Laterza, 1972), 217.

¹⁰ Pichon à Barrère, Paris le 3 décembre 1917, Archives de Ministère des Affaires étrangères (par la suite AMAE), Série A-Paix, vol. 102, 2,3.

Lloyd George, devient le plus farouche partisan d'une paix séparée avec la Double Monarchie.¹¹

Or la diplomatie britannique ne partageait pas l'analyse de son président du Conseil. Déjà en février 1917, Éric Drummond, chef du cabinet d'Arthur Balfour, secrétaire d'État des Affaires étrangères, considère la Double Monarchie, transformée en fédération démocratique, seule capable de constituer une barrière à l'avancée allemande vers l'Est et le Sud-est. Les petites nations slaves, ne se voient pas créditées de telles capacités, car sans le soutien russe elles deviendraient la proie facile d'une Allemagne agrandie probablement de l'Autriche germanophone.¹² Balfour, non plus, n'était pas favorable à une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie parce qu'il craignait d'aliéner l'Italie et la Roumanie, à qui les Alliés avaient promis, par des traités secrets, un agrandissement considérable au profit de celle-ci.¹³ Même si, la défaite italienne de Caporetto enlève même ce dernier obstacle, car les Alliés ont dorénavant tendance à négliger les revendications italiennes, la diplomatie britannique n'approuve pas les pourparlers avec l'Autriche-Hongrie. Cependant, son opposition n'est pas motivée par le soutien aux nationalités opprimées.

Lord Robert Cecil, Secrétaire Adjoint du Foreign Office, croit que l'application du principe de l'autodétermination n'aurait pas que de bonnes conséquences pour les intérêts britanniques. L'essor inévitable des revendications nationalistes provoquerait le chaos dans l'Europe du Sud-est, et il donnerait aussi des ailes aux nationalistes italiens. En conséquence, une paix basée sur ce principe ne serait ni stable ni durable. Qui plus est, la diplomatie britannique croyait la Double Monarchie si inextricablement liée à l'Allemagne, qu'il serait impossible de l'en détacher. En conséquence, en novembre 1917 elle conseille de refuser les ouvertures faites par Skrzynskiy, conseiller de l'ambassade austro-hongroise à Berne.¹⁴

En revanche, le président du Conseil britannique arrive à Paris avec un seul projet sur son agenda, obtenir l'accord des Alliés lui permettant de passer outre aux réserves de sa diplomatie. La question est débattue lors de la première séance du Conseil Supérieur interallié, le 29 novembre. Lloyd

¹¹ V. H. Rothwell, *British War Aims and Peace Diplomacy 1914-1918* (Oxford : Clarendon Press, 1971), 85.

¹² Ibid. 81.

¹³ Ibid. 83.

¹⁴ Ibid. 159-160. Sur l'avis de la diplomatie britannique envers la Serbie et le mouvement yougoslave voir : Dragoljub R. Živojinović, *Nadmeni saveznik i zanemareno srpstvo : britansko-srpski odnosi (1875-1941)* (Belgrade : Albatros plus, 2011).

George estime les pourparlers avec l'Autriche-Hongrie indispensables, croyant, après la défection russe, les Alliés incapables de gagner la guerre.¹⁵

Ses collègues italiens ne partagent nullement son analyse. Une paix séparée avec l'Autriche-Hongrie en ce moment précis signifierait une cinglante défaite de la tendance interventionniste de la classe politique italienne, dont Sonnino et Orlando étaient les figures de proue. Non seulement ils n'ont pas réalisé le programme d'expansion maximale, résumé par le traité de Londres, mais ils auraient à assumer la responsabilité de la défaite militaire et diplomatique subie, puisque la Double Monarchie ne serait plus prête à concéder à l'Italie les territoires promis avant le déclenchement de la guerre. Une guerre terminée selon le principe du *status quo ante*, aurait été la preuve évidente de l'inutilité de la participation italienne au conflit mondial. La réaction de l'opinion italienne à une pareille issue de la guerre, après tant de morts et d'énormes sacrifices et privations, ne faisait guère de doute. Pour toutes ces raisons, les hommes d'États italiens s'opposent vivement aux négociations avec la Double Monarchie.¹⁶

L'analyse française est bien plus proche de l'italienne que de l'analyse britannique. L'équilibre européen est d'une importance vitale pour la France. Si les Britanniques, appuyés sur un vaste empire colonial, d'ailleurs largement agrandi aux dépens de l'Allemagne, peuvent accepter la création d'une Mitteleuropa allemande dont les limites orientales aboutiraient en Ukraine, les Français y voient la réalisation de leurs pires cauchemars. N'ayant pas réalisé le minimum des buts de guerre (Alsace-Lorraine), Clemenceau voit se profiler à l'horizon la possibilité de l'effritement de son camp. Toute négociation avec la Monarchie des Habsbourg signifierait le retrait immédiat de la guerre de l'Italie et des alliés balkaniques, dont notamment la Roumanie. Évidemment, une fois toute possibilité de récupérer *la terra irredenta* évanouie, l'Italie n'aurait plus d'intérêt à continuer la guerre avec l'Allemagne. De cette façon, la France se retrouverait face à l'armée allemande au grand complet, -ayant en sus accès aux ressources économiques de l'Europe centrale et orientale- avec comme seul allié l'Empire britannique, dont la volonté de conclure la paix est manifeste. Il n'est donc pas étonnant que les gouvernements français et italiens insistent sur l'adoption de la conclusion suivante : « Les Alliés restent libres, chacun en ce qui le concerne, de recourir à tous les moyens pour chercher à connaître ce que les alliés de l'Allemagne ont dans leur cœur ».¹⁷

¹⁵ Rothwell, *British War Aims*, 147.

¹⁶ Luca Riccardi, *Alleati non amici* (Brescia : Morcelliana, 1992), 565.

¹⁷ Raymond Poincaré, *Au Service de la France*, vol. IX (Paris : Plon, 1932), 394.

Ainsi, le gouvernement Clemenceau se voit obligé non seulement de consolider l'effort de guerre chez soi et d'aider les alliés récalcitrants, mais il est contraint aussi de répondre aux initiatives anglo-saxonnes souhaitant une paix de compromis. Le mot d'ordre français étant : gagner la guerre, le gouvernement français s'oppose à toute initiative susceptible de semer le trouble dans l'Alliance. Ainsi il juge néfaste l'initiative de Lloyd George. En revanche, fidèle à ses convictions, l'homme d'État britannique interprété la résolution citée comme lui laissant la liberté de procéder aux négociations directes avec des représentants de la Maison de Habsbourg.

Le général Smuts se voit désigné comme représentant britannique à ces pourparlers. Il croit la survie de l'Autriche-Hongrie indispensable, car elle est, selon lui, seule capable d'empêcher la mainmise allemande sur l'Europe centrale. Afin de l'aider, il est prêt à renoncer à la majorité des buts de guerres proclamés par l'Italie et les petits alliés balkaniques. Sa rencontre avec le comte Mensdorf, le 18 décembre en Suisse, est malgré tout un échec, car l'ancien ambassadeur austro-hongrois à Londres déclare la Double Monarchie prête à discuter uniquement des conditions d'une paix générale.¹⁸

N'étant pas en mesure d'empêcher l'initiative britannique, la diplomatie française avertit les capitales alliées qu'elle la désapprouve. Pichon souligne dès le 15 décembre 1917 que Lloyd George avait outrepassé les consignes établies à Paris, les Alliés n'ayant jamais approuvé les négociations directes entre les diplomates britanniques et autrichiens.¹⁹ Les divergences de vue avec le gouvernement britannique, le caractère plus que réservé du discours du président Wilson du 4 décembre (pas un mot sur l'Alsace Lorraine),²⁰ et surtout l'offensive pacifiste des bolcheviques, dont les représentants venaient de commencer à Brest-Litovsk les négociations sur les termes d'une paix séparée, imposent au gouvernement Clemenceau de devoir faire une déclaration compréhensive de politique étrangère, singulièrement absente depuis son arrivée au pouvoir. A l'issue d'intenses consultations avec Clemenceau, Pichon tient le 27 décembre un long discours à la Chambre des Députés, suivi d'un débat.²¹

¹⁸ David French, « Tous ses vagues discours ne nous mènent à rien. La politique britannique et la paix avec l'Autriche-Hongrie », *Guerres Mondiales et Conflits contemporains* 170 (avril 1993), 126.

¹⁹ Pichon à Paul Cambon, Paris le 15 décembre 1917, AMAE, Série A-Paix, vol 104, p. 31.

²⁰ Victor S. Mamatey, *The United States and East Central Europe* (Princeton University Press, 1957), 160.

²¹ Général Mordacq, *Le Ministère Clemenceau. Journal d'un témoin*, vol. I, *Novembre 1917 – avril 1918* (Paris : Plon, 1930), 106.

Faisant un large tour d'horizon, Pichon commence en proclamant le refus du gouvernement français de reconnaître les bolcheviques dans les termes suivants :

Le gouvernement, qui à Petrograd s'est substitué par l'émeute au pouvoir issu de la révolution, nous a mis, qu'on le veuille ou non, dans l'impossibilité de le reconnaître et d'avoir des rapports officiels avec lui.²²

Il ne renonce pas pour autant aux contacts avec la Russie, soulignant que :

Nous avons, dans ces circonstances si difficiles le devoir de ne pas perdre le contact avec nos Alliés d'hier, que nous espérons, malgré tout, revoir nos alliés de demain ; nous avons le devoir de rester en rapport avec tous les éléments sains en Russie ; avec tous les groupements ethniques où demeurent les sentiments d'indépendance et de loyauté, l'instinct de légitime défense, le besoin d'ordre et de liberté.²³

Ainsi introduit le principe des nationalités à propos de la Russie, il est évoqué aussi par la suite lorsqu'il exprime l'attitude du gouvernement français envers l'Europe centrale et orientale :

Mais il n'est pas moins certain que nous avons des devoirs étroits à l'égard des nationalités opprimées, non seulement de la Belgique, de la Serbie, de la Roumanie, dont le sort tragique commande plus que notre sollicitude notre dévouement absolu, mais aussi de la Pologne... Nous la voulons une, indépendante, indivisible, avec toutes les garanties de son libre développement politique, économique, militaire et toutes les conséquences qui pourraient en résulter. [...] Cette politique du droit des nationalités est l'honneur de nos traditions et de notre histoire... Tous ces peuples ont droit à nos sympathies, à notre appui, tous doivent avoir la possibilité de fixer eux-mêmes leur propre sort.²⁴

De cette façon le principe des nationalités devient un des buts de guerre de la France, dont le champ d'application, alors, se limite pratiquement à la Pologne. Au-delà de ses innovations, le gouvernement Clemenceau répète son credo dans les termes les plus clairs :

Vaincre d'abord, parce que c'est la condition nécessaire de salut pour notre pays ; ... Pour assurer au monde une paix de justice et de fraternité ; Libération de nos territoires, l'établissement du droit de reprise du bien qui nous a été arraché par la force et par conséquent, réintégration de l'Alsace

²² *Journal Officiel, Chambre des députés, Comptes-rendus intégrales, séance du 27 décembre 1917, 3626-3631.*

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*

Lorraine à la France... Justes réparations des dommages, aucune idée d'asservissement des populations étrangères.²⁵

Le programme de politique étrangère, conçu de cette manière, ne pouvait se résumer autrement que par le désir d'une victoire absolue et indiscutable. Ainsi le gouvernement Clemenceau, même s'il restait bien réservé sur l'avenir des peuples opprimés autres que la Pologne, affiche sa volonté de ne pas accepter le fait accompli à l'Est. Tandis que la France proclame sa détermination de mener une guerre à outrance, ses Alliés anglo-saxons se préparent à faire des discours bien plus modérés.

Les Déclarations de Lloyd George, les Quatorze points du président Wilson et les buts de guerre français

L'effet de la propagande pacifiste des bolcheviques ne fut négligeable ni outre-manche ni aux États-Unis. La nécessité d'expliquer, voire de justifier, l'effort économique, les privations quotidiennes, et les pertes humaines, obligèrent le président Wilson et le Premier ministre britannique à songer à de nouvelles proclamations des buts de guerre alliés. Il fallait présenter les buts de guerre de manière qu'ils puissent être souscrits par toutes les parties des sociétés anglo-saxonnes, y compris par les organisations ouvrières, largement secouées par la propagande bolchevique. L'occasion, des deux côtés de l'Atlantique, se présente à propos de l'ultime appel des bolcheviques, datant du 31 décembre, invitant les Alliés à se joindre aux négociations en cours à Brest-Litovsk pour la conclusion d'une paix juste sans annexion ni réparations.

À Paris, on croit toujours qu'une déclaration des buts de guerre à ce moment-là serait nocive pour l'unité des Alliés. Le gouvernement Clemenceau n'est pas favorable à la dernière initiative pacifiste des bolcheviques. En novembre, déjà, le gouvernement français avait refusé l'initiative bolchevique de participer à une réunion dont l'objectif aurait dû être de fixer les termes de la paix.²⁶ En décembre, lors du Conseil Supérieur interallié tenu à Paris, les Alliés avaient rédigé une réponse commune aux initiatives bolcheviques dans les termes suivants :

Les représentants des grandes puissances, signataires de l'acte de Londres du 5 septembre 1914, ou y ayant adhéré depuis, déclarent qu'ils sont prêts à procéder à l'examen des buts de guerre et des conditions possibles d'une

²⁵ Ibid.

²⁶ Pichon à Noulens, Paris le 23 novembre 1917, AMAE, Série A-Paix, vol. 55, p. 106.

paix juste et durable, de concert avec la Russie, dès qu'elle se sera donné un gouvernement reconnu par la Nation.²⁷

Néanmoins, après l'appel de Trotsky du 31 décembre, Pichon crut nécessaire de sonder de nouveau, le 2 janvier, l'opinion des Alliés. Il voulait savoir si les gouvernements américain, italien et britannique, estimaient nécessaire une réponse concertée aux bolcheviques.²⁸ Comme on pouvait s'y attendre, la réponse la plus tranchée et la plus rapide est celle de Sonnino. Il croit une telle démarche inopportune, partageant d'ailleurs la crainte de Paris, qu'elle serait impossible, étant donné les différences de vue des Alliés. Selon le Ministre italien, les États-Unis occupaient une position particulière, bien différente des autres Alliés, alors qu'il estimait, à titre personnel, la position de Londres trop favorable aux bolcheviques. Parlant des petites puissances il exprime leurs craintes dans des termes révélant ses propres angoisses :

Il faut considérer aussi que les petites puissances alliées ont aussi leurs buts de guerre particuliers, qu'elles peuvent se formaliser de ce qu'on n'en tienne pas compte suffisamment dans une déclaration collective, et qu'il serait fâcheux de les mécontenter.²⁹

Les discussions en cours, au sein du gouvernement britannique, justifient toutes ces craintes. Le « War Cabinet » décide le 31 décembre 1917 de limiter les buts de guerre alliés seulement à la restitution de l'Alsace Lorraine, et à la restauration de la Belgique, de la Serbie et de la Roumanie. En ce qui concerne l'Italie, le gouvernement britannique était prêt à appuyer ses buts de guerre dans la mesure où ils correspondraient au principe ethnique. Les hommes d'État britanniques étaient convaincus qu'une année supplémentaire de guerre détruirait le tissu économique de la Grande Bretagne à tel point, que la victoire serait celle de Pyrrhus. Ainsi, ils refusent de continuer la guerre pour satisfaire des buts de guerre particuliers et exagérés, tels ceux des Italiens.³⁰ Lloyd George, cherchant à convaincre les Français, invite Clemenceau à Londres afin de rédiger ensemble une nouvelle déclaration des buts de guerre alliés. Le président de Conseil français repousse cette invitation, redoutant, étant donné l'attitude britannique à Paris et les pourparlers de Smuts en Suisse, que le vrai sujet de discussion ne soit une

²⁷ Pichon à Noulens, Paris le 3 décembre 1917, AMAE, Série A-Paix, vol. 55, p. 107. Sur les délibérations du Conseil Supérieur interallié sur les affaires de la Serbie et la question yougoslave voir Dragoljub R. Živojinović, *Nevoljni ratnici : velike sile i Solunski front : 1914-1918* (Belgrade : Zavod za udžbenike, 2010).

²⁸ Pichon à Barrère, copies à Paul Cambon et à Jusserand, Paris le 3 janvier 1918, AMAE, Série A-Paix, vol. 56, p. 4.

²⁹ Barrère à Pichon, Rome le 3 janvier 1918, AMAE, Série A-Paix, vol. 56, p. 5.

³⁰ Rothwell, *British War Aims*, 148.

paix séparée.³¹ La position française est présentée officieusement à l'homme d'état britannique par Albert Thomas.³²

Après le refus français, Lloyd George ajoute aux projets du « War Cabinet » de nouveaux éléments, reprenant un certain nombre des revendications contenues dans le discours de Pichon, telles que : l'indépendance de la Pologne, l'expression de sympathie pour les nations opprimées de l'Autriche Hongrie, ainsi qu'une demande purement dans l'intérêt britannique, l'autodétermination des colonies allemandes.³³

Le discours du Premier ministre britannique devant les syndicats (Trade Union Congress) le 5 janvier, n'est donc pas une véritable surprise pour le gouvernement français. Sa teneur satisfait le principal but de guerre français. En grand politicien, Lloyd George, après avoir exigé que les revendications françaises sur l'Alsace et la Lorraine soient seulement « prises en compte », se tourne vers Albert Thomas, - assis à côté de lui à la tribune - et lui dit que la Grande Bretagne resterait aux côtés de la France jusqu'à la mort.³⁴ Cette bravoure, digne d'un homme de théâtre, est appréciée par l'opinion publique française. D'ailleurs, Clemenceau lui envoie un bref message de félicitations.³⁵ C'est plutôt l'opportunité d'un tel discours, et surtout ses conséquences pour l'unité du camp allié, qui préoccupent le gouvernement de la République.

A la même occasion, le Premier ministre britannique déclare clairement que la dissolution de l'Autriche-Hongrie ne fait pas partie de ses buts de guerre, ajoutant qu'il considère légitime le désir des Italiens de s'unir à leurs co-nationaux.³⁶ De cette façon, le gouvernement britannique affirme qu'il ne considère légitimes que les revendications italiennes sur les provinces italophones de la Double Monarchie. Le discours de Lloyd George reçut un accueil défavorable à Rome. Barrère soulignait les effets négatifs des passages sur les conditions d'une paix générale, pour la situation intérieure en Italie en disant :

Mais il est un côté par lequel ce genre d'ouverture pacifique aux Empires Centraux présente un côté extrêmement dangereux et qui cause aux Italiens patriotes de justes alarmes. Les Allemands recherchent opiniâtement un commencement de négociations parce qu'ils comprennent l'effet qu'il peut avoir dans l'esprit public de notre coalition et qu'ils espèrent qu'une fois

³¹ Stevenson, *French War Aims*, 100, 101.

³² Paul Cambon, *Correspondance 1870-1924*, vol. III, *Les guerres balkaniques, la Grande Guerre, l'organisation de la paix* (Paris : B. Grasset, 1946), 205.

³³ Rothwell, *British War Aims*, 149.

³⁴ Ibid.

³⁵ Stevenson, *French War Aims*, 101.

³⁶ Mamatey, *United States*, 176.

les négociations engagées, les nations de l'Entente et leurs soldats seraient portés à abandonner la partie. Ce danger est un des plus grands auxquels le gouvernement italien aurait à faire face.³⁷

Le danger pour la cohésion alliée ne se voit donc pas limité au mécontentement italien à cause de la renonciation au traité de Londres, mais le spectre d'un triomphe des tendances pacifistes, giolittiennes, en Italie apparaît comme la conséquence directe du discours de Lloyd George. Ce danger est même accentué après le fameux discours des « 14 points » du président américain, Woodrow Wilson. Ses préparatifs provoquent de vives mises en garde de l'ambassadeur français à Washington, Jean-Jules Jusserand. Ses remarques expriment avec une nette clarté toutes les réserves françaises envers une déclaration de buts de guerre en ce moment difficile pour la coalition alliée. Dès qu'il apprend, le 1 janvier, que le président américain songe à faire une allocution en guise de réponse à la dernière initiative pacifique des bolcheviques, Jusserand le met en garde de la manière suivante :

Il m'a paru nécessaire de mettre le Président en garde contre de telles hypothèses, le moment étant selon moi des moins favorables. Jamais nous n'avons eu tant besoin de ne pas mettre à l'aventure la moindre parcelle des forces et bon vouloir dont nous disposons. Après quelques grands succès avant-coureurs de la victoire finale on pourrait peut-être courir certains risques ; aussi le moment viendra-t-il nécessairement où il faudra les courir. Mais nous n'en sommes pas là, et à aucun moment nous n'avons eu un plus supérieur devoir de ménager toutes nos chances.

Comment, par exemple pourrions-nous préciser nos vues relatives à l'Adriatique sans décourager ou même indigner, soit les Serbes soit les Italiens ? Le Président incline vers le maintien d'une Autriche qui, dans sa pensée, pourrait être anti-allemande. Mais tout ce qui est tchèque, slovaque, jougo-slave, etc. se refuse absolument à envisager une telle hypothèse. Tout précisément ce qu'on pourrait produire ainsi se traduirait en perte de force. Nos déclarations antérieures suffisent ; elles sont infiniment plus précises que celles de nos ennemis et pour ce qui est spécialement de l'Amérique ce pays ne saurait mieux faire que de s'en tenir au principe énoncé par son Président et d'après lequel la guerre ne cessera pas avant que le monde soit devenu pour la démocratie un lieu de juste. Nos buts actuels à tous ne sont pas multiples nous n'en avons qu'un : abattre le prussianisme. Pour voir plus loin il faut d'abord être venu jusque là.³⁸

Malgré les mises en garde répétées de Jusserand, et les réserves de la diplomatie américaine, y compris celle du Secrétaire d'État, Robert Lansing, le président américain prononce le 8 janvier son discours au Congrès,

³⁷ Barrère à Pichon, Rome le 8 janvier 1918, AMAE, Série A-Paix, vol. 56, p. 29.

³⁸ Jusserand à Pichon, Washington le 1^{er} janvier 1918, AMAE, Série A-Paix, vol. 56, pp. 1-3.

délaissant à son tour les aspirations des Italiens et des nations de la Double Monarchie. Wilson, prévoit l'établissement de la future frontière italienne exclusivement selon le principe des nationalités, et la survie de la Double Monarchie, accordant seulement l'autonomie à ses diverses nations.³⁹ Barrère, se faisant encore une fois l'interprète de l'opinion italienne, souligne tous les dangers ouverts par cette attitude conciliante envers la Double Monarchie en avertissant son ministre de la manière suivante :

Si l'on persiste dans cette voie, à rendre à l'Italie la poursuite de la guerre très difficile, pour ne par dire impossible, car aucun gouvernement ne fera accepter au peuple italien les sacrifices croissants de cette guerre sans autre espoir que de libérer son territoire envahi, et qu'il sait très bien être en mesure d'obtenir sans coup férir. Faute de lui faire espérer la réalisation des aspirations pour lesquelles il a pris les armes ; sauf réductions des buts de guerre des autres alliés, nous aboutissons simplement à détacher l'Italie de l'Entente, à casser les bras de M. Sonnino et des hommes qui poursuivent courageusement la guerre malgré les revers qui ont frappé l'Italie, à convaincre que M. Giollitti avait raison et que ce fut une folie que de ne pas accepter les concessions territoriales que l'Autriche et l'Allemagne offraient à ce pays comme prix de sa neutralité et peut-être de son entrée en guerre ultérieure contre nous aux côtés des Empires Centraux.⁴⁰

Confronté à ces déclarations provenant du monde anglo-saxon, conscient à quel point elles sont nuisibles pour l'effort de guerre allié, Clemenceau choisit de ne pas les commenter et de les accepter telles quelles. Depuis le début il voulait précisément éviter d'ouvrir une polémique sur les buts de guerre entre les Alliés. Ainsi, suivant ses conseils, Pichon le 11 janvier dans sa deuxième déclaration devant la Chambre des députés déclare les diverses allocutions alliées en complet accord, sinon en forme, du moins en substance⁴¹. D'ailleurs, président Wilson avait inséré dans son discours le point 8, où il avait clairement dit que les provinces françaises envahies devaient être restaurées, et le tort fait à la France en 1871 en ce qui concerne l'Alsace Lorraine, réparé. Même si l'on aurait préféré à Paris une prise de position plus explicite, Clemenceau croit bon de s'en tenir à la déclaration de Wilson, car, comme il l'explique à général Henri Mordacq, son chef du cabinet militaire :

³⁹ Jusserand à Pichon, Washington le 3 janvier 1918, AMAE, Série A-Paix, vol. 56, p. 7.

⁴⁰ Barrère à Pichon, Rome le 10 janvier 1918, AMAE, Série A-Paix, vol. 56, pp. 82-85.

⁴¹ *Journal Officiel, Chambre des députés, Comptes-rendues intégrales, séance de 11 janvier 1918*, 39-44.

Évidemment, ce n'est pas idéal. [...] mais en tout cas la France pouvait très bien, d'une manière générale, s'accommoder de l'ensemble, qui lui donnait d'ailleurs satisfaction sur toutes les questions d'ordre vital le concernant.⁴²

Au reste, Jusserand explique à Pichon, encore mécontent du caractère imprécis de la déclaration présidentielle, qu'il aurait été bien difficile d'inciter Wilson à changer quoi qu'il se soit dans son discours :

Mais, par ailleurs, il y a lieu de remarquer ce qui semble perdu de vue dans ces télégrammes. 1° que le Président Wilson, par tempérament, réserve toujours sa liberté de parole ; 2° qu'hostile à la diplomatie secrète, on ne peut être certain en avance qu'il en usera publiquement, 3° qu'il lui est loisible de rappeler qu'aucun engagement ne le lie, que bien qu'agissant en allié, il n'est, par traité, celui de personne, que l'aide fournie par son pays est gratuite, qu'elle n'a pas été précédée d'aucune convention ni marchandage, qu'il n'attend rien en retour, et qu'en pareil cas on reconnaît volontiers d'ordinaire à ceux qui vous assistent le droit de dire ce qu'ils pensent.⁴³

Le gouvernement français, soucieux de faire parler les Alliés d'une seule voix, au lieu de commenter les déclarations faites, essaie, lors de la réunion du Conseil Supérieur allié à Paris à la fin de janvier, de persuader ses alliés italien et britannique de rédiger ensemble une déclaration en guise de réponse aux bolcheviques et aux déclarations récentes de l'ennemi. Les discours du comte Czernin, le Ministre des affaires étrangères de l'Autriche-Hongrie et du chancelier allemand Georg von Hertling durant le mois de janvier, nécessitaient une réponse collective des Alliés, et le gouvernement français propose une déclaration, résumant sa vision des buts de guerre. Des deux rédactions de la déclaration française, celle de Clemenceau est bien plus précise et agressive que celle du Quai d'Orsay. Le Président du Conseil exige, en des termes clairs, la restauration de la Belgique et le respect de son indépendance politique et économique, l'évacuation des provinces françaises envahies et il propose la solution du problème de l'Alsace-Lorraine dans les termes catégoriques suivants :

que la question posée devant le monde par le démembrement de la France en 1871 contre la volonté des Alsaciens-Lorrains soit réglée par la réintégration de ces Français dans leur patrie.⁴⁴

⁴² Mordacq, *Le Ministère Clemenceau*, vol. I, 123.

⁴³ Jusserand à Pichon, Washington le 23 janvier 1918, AMAE, Série A-Paix, vol. 56, p. 200.

⁴⁴ Projet de Clemenceau de la déclaration alliée, Paris le 27 janvier, AMAE, Série-Guerre, vol. 999, p. 266.

Après avoir exigé la restauration de la Serbie, de la Roumanie et de la Grèce, Clemenceau ajoute la phrase suivante, censée satisfaire explicitement les exigences italiennes :

que l'unité de l'Italie soit complétée, conformément aux légitimes aspirations que nous avons reconnues.⁴⁵

Ayant donc reconnu la validité du traité de Londres, il croit avoir suffisamment rassuré les Italiens pour pouvoir par la suite exiger :

que la Pologne, une et indivisible, retrouve sa pleine indépendance avec les garanties de son essor économique...

que les Tchèques et les Yougoslaves aient le droit de se prononcer sur leur sort.⁴⁶

Cette tentative française de faire adopter une déclaration alliée qui serait une réponse aussi bien aux 14 points de président Wilson qu'aux déclarations de l'ennemi et des bolcheviques échoue à cause des réserves des gouvernements britannique et italien. Les Britanniques, fidèles à leur politique de négociations avec l'Autriche-Hongrie, ne pouvaient souscrire à une déclaration exigeant explicitement son démembrement. Les Italiens proposent un contre-projet, dont ils avaient exclu les passages concernant non seulement les nationalités opprimées, mais aussi toute référence à une nation autre que l'Italie et la France. Le commentaire le plus juste de ce projet est fait par de Marguerie :

Le projet du baron Sonnino nécessitait une critique très sérieuse. Il supprime tout le passage du projet de M. Clemenceau qui faisait mention précise des conditions concernant : la Serbie, la Roumanie, la Grèce, la Pologne, les Tchèques, les Yougoslaves, la liberté des Détroits. Il ne retient que le passage relatif aux aspirations de l'Italie. Le baron Sonnino fait là de l'égoïsme sacré féroce et manque d'autre part complètement d'esprit politique.

Comment peut-il proposer un texte d'où il exclut la Serbie, première et héroïque victime de l'agression de nos ennemis, la Roumanie, solitairement entrée en guerre aux côtés des alliés, ensanglantée, ruinée, détruite peut être totalement aux mains de l'ennemi, la Grèce qui a su secouer l'empire allemand et agacer son souverain, et aussi risquer la rancune personnelle de l'empereur Guillaume pour se ranger dans le camp des Alliés.

Comment ne pas donner à la Pologne la déclaration à laquelle les Polonais ententistes n'ont cessé d'aspirer, et ne pas faire cesser un silence qui a tant forcé les plans de nos ennemis, décourager les Polonais, actuellement

⁴⁵ Ibid.

⁴⁶ Ibid. 242. Il est intéressant de noter que dans la copie de la déclaration rédigée au Quai d'Orsay dans l'extrait en question seulement les Tchèques étaient mentionnée : « que les Tchèques et les autres nationalités qui entrent dans la composition de l'Autriche-Hongrie aient le droit de se prononcer sur leur sort. »

soumis au joug allemand et autrichien, et compromettre la survie d'une question qui intéresse à si haut point le futur équilibre de l'Europe par l'établissement d'une barrière entre le germanisme et l'Orient.

Comment oublier les Tchèques dont l'indépendance doit compléter la ceinture des États protecteurs contre l'expansion du germanisme, les Yougoslaves, barrière de l'austro-germanisme avec les Serbes sur la Méditerranée.

Comment le baron Sonnino qui voit avec persistance dans l'Autriche-Hongrie le principal ennemi de l'Italie, ne comprend-il pas que, pour la réduire il n'y ait qu'un moyen, c'était de s'associer aux Yougoslaves, aux Tchèques aux Polonais, à tous les ennemis intérieurs de la Double Monarchie au lieu de les tenir en suspicion de jalouser leurs aspirations, de lutter sourdement contre eux et de reprocher sans cesse aux autres Alliés les sympathies témoignées à ces petites nationalités.

Il y a là un aveuglement et un particularisme que les autres Alliés intéressés à la défaite de l'Autriche, et que l'Italie a bien su appeler quand cette dernière menaçait de l'écraser, ne pensent partager plus longtemps sans encourir une grave responsabilité...

Ce projet est inacceptable. Il ne peut se comprendre que si le baron Sonnino, convaincu de son inacceptabilité lui-même, ne l'ait proposé que pour le faire échouer, ce qui vaudrait aisément mieux si le texte de M. Clemenceau soulève des objections de la part de notre alliée italienne.⁴⁷

Le baron Sonnino, avec sa ténacité habituelle, continue à défendre le traité de Londres, aussi bien contre les offensives pacifistes anglo-saxonnes, que contre la politique française favorable aux nationalités. D'autre part, il est clair que cette politique favorable aux nationalités avait gagné du terrain au sein du gouvernement français. Pour la première fois la liberté du choix, pour ne pas dire le principe d'autodétermination, est considéré par la France digne d'être inscrite comme un des buts de guerre alliés. Le principe des nationalités est utilisé désormais comme une arme de guerre non seulement contre les Allemands (Pologne) mais aussi contre la Double Monarchie. Marguerie, fidèle à sa grande idée d'une alliance de revers, dessine la place de toutes les nationalités dans cette grande barrière contre le germanisme de la Baltique à l'Adriatique. De Rome, comme déjà en décembre, Barrère lui emboîte le pas. Réagissant à la paix conclue entre les Empires centraux et l'Ukraine le 9 février, il propose de nouveau (la première fois il avait proposé cette déclaration à Pichon le 13 décembre)⁴⁸ à Pichon le texte d'une éventuelle déclaration commune des Alliés, dont la teneur est la suivante :

Les gouvernements de France, des États-Unis, de Grande-Bretagne et d'Italie, résolus à ne reconnaître en Europe qu'un état de choses suscep-

⁴⁷ Note de Pierre de Marguerie, Paris le 1^{er} février 1918, AMAE, Série Guerre, vol. 1000, p. 49.

⁴⁸ Charles-Roux, *Souvenirs diplomatiques*, 295.

tibles d'assurer une paix durable par le respect des principes de justice, de droit, pour lesquels ils combattent ;

Déclarent tenir pour nulle et non avenue la paix conclue avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie et la Bulgarie par le gouvernement de l'Ukraine ;

Forment les plus expresses réserves au sujet des remaniements territoriaux qui résultent de cette paix, comme pouvant être viciés dans leurs principes par les arbitraires et par l'abus de la force, et réservent spécialement les droits des populations dont les intérêts propres peuvent être lésés ou même sacrifiés à un intérêt germanique.

Protestent pour les mêmes raisons contre l'état de paix proclamé avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Bulgarie, par le gouvernement dictatorial de Petrograd et contre les conséquences que cette mesure peut entraîner pour les populations des territoires livrés à l'arbitraire de l'occupant. Rappelent leurs déclarations antérieures relatives au caractère international de la question de Pologne, et favorables à la reconstitution intégrale de ces États se déclarant disposés à admettre ses représentants au futur Congrès de la paix.

Prennent en considération les légitimes préoccupations des nationalités actuellement soumises, soit à la couronne d'Allemagne soit à celle d'Autriche-Hongrie et dont les intérêts peuvent être affectés par des remaniements arbitraires en Europe Centrale ou Orientale.

Et proclament leur résolution de continuer la lutte pour le triomphe de la cause de la liberté ainsi que pour la liberté des peuples et des nationalités opprimées.⁴⁹

Vu l'échec de leur tentative de faire accepter par Rome et Londres une déclaration de buts de guerre alliés, Clemenceau et Pichon repoussent la proposition de Barrère. Ils estiment qu'elle provoquerait des discussions, retardant, sinon empêchant complètement sa publication.⁵⁰ Barrère insiste sur son projet, d'autant plus qu'il croit un peu hâtivement avoir obtenu l'accord de Sonnino. Il lui avait soumis son projet, le chef de la diplomatie italienne lui conseillant d'exclure le passage concernant la Pologne, qui aurait dû faire objet d'une déclaration spéciale.⁵¹ Estimant le consentement de la Consulta comme acquis, il revient à la charge, arguant qu'il ne s'agit pas d'une déclaration, mais d'une nouvelle politique, dont l'objectif est d'empêcher la réorganisation allemande de l'Europe Centrale et Orientale :

Dès le moment où la révolution russe est entrée dans la phase maximaliste je me suis convaincu que c'était en s'adressant aux nationalités dissidentes

⁴⁹ Barrère à Pichon, Rome le 12 février 1918, AMAE, Série A-Paix, vol. 55, pp. 125-127.

⁵⁰ Pichon à Barrère, Paris le 13 février 1918, AMAE, Série A-Paix, vol. 55, p. 132.

⁵¹ Barrère à Pichon, Rome le 12 février 1918, AMAE, Série A-Paix, vol. 55, pp. 125-127.

d'Autriche-Hongrie et d'Allemagne que les Alliés pouvaient riposter au coup qui leur avait été porté par les Empires Centraux, et retourner contre ceux-ci le chaos créé par les Allemands en Europe Orientale. Je reste persuadé que s'ils avaient recouru à ce moyen les alliés auraient pu entraver très sérieusement les négociations qui viennent d'aboutir à une paix séparée expresse de la part de l'Ukraine et à une capitulation de fait de la part de Petrograd. Je ne conçois pas qu'en présence de ces événements le silence et l'abstention constituent une attitude conforme aux intérêts des Alliés. Les émotions qui se manifestent à Varsovie, à Prague et à Agram me paraissent prouver qu'il y a encore, en l'occurrence, une partie à tirer pour la coalition de ces mouvements d'opinion.⁵²

Comme Marguerie avant lui, il exprime le fond de sa pensée en dressant les contours d'une barrière à l'est face à l'avancée allemande.

Mais, je me permets de vous signaler encore que concurremment avec les moyens tentés par vous, il y en aurait un autre à mettre en œuvre : ce serait la constitution, en Europe centrale et orientale, d'une ceinture d'États susceptibles de former barrière entre les populations germaniques et la Russie. Ces États existent déjà sous forme de groupements nationaux polonais, slaves d'Autriche, qui aspirent à l'indépendance. Il dépend des Alliés de les aider à réaliser leurs aspirations nationales, en les encourageant officiellement dans la mesure assez large où ils le pourraient, s'ils le voulaient, sans éveiller ici (à Rome) de susceptibilités.⁵³

Finalement il évoque les antécédents de la diplomatie traditionnelle française du temps de l'Ancien Régime :

Le concours de ces nationalités nous serait précieux contre nos ennemis dont il aggraverait les difficultés intérieures et affaiblirait l'action militaire notamment par des désertions. Elles trouveraient dans une reconnaissance explicite de leurs revendications de la part des alliés l'encouragement le plus efficace à intensifier leur opposition.

Après la guerre nous n'aurons pas moins besoin de ces nationalités intermédiaires entre les populations allemandes et slaves russes ; elles pourront servir de barrage et par la suite d'obstacle à la germanisation de la Russie. Elles remplaceront pour nous dans une certaine mesure le contrepoids que représente pour nous l'allié russe et que nous ne retrouverons de sitôt. Notre politique à venir doit nous faire rechercher en Pologne, en Bohême et chez les Yougo-Slaves un système d'alliances analogues à celui que l'ancienne monarchie française possédait en Suède, Pologne et Turquie.⁵⁴

⁵² Barrère à Pichon, Rome le 14 février 1918, AMAE, Série A-Paix, vol. 55, pp. 134 et 135.

⁵³ Barrère à Pichon, Rome le 15 février 1918, AMAE, Série-Guerre 1914-1918, Autriche-Hongrie, vol. 161, p. 130.

⁵⁴ Barrère à Pichon, Rome le 2 mars 1918, AMAE, Série A-Paix, vol. 55, pp. 138 et 139.

Malgré la conviction et l'énergie avec laquelle ils défendent une politique en faveur des nationalités, Marguerie et Barrère sont d'accord sur la nécessité d'obtenir d'abord l'accord du gouvernement italien. Donc, comme Marguerie l'avait déjà constaté, le refus italien, pour le moment, rendait la politique voulue par Barrère impossible, car l'importance de l'allié italien dépassait largement celle des bénéfices escomptés d'une politique favorable aux nationalités opprimées. Les Alliés se mettent donc d'accord à Paris sur une déclaration commune, dépourvue de toute référence aux nationalités, mais où ils exigent que la guerre soit continuée avec la plus grande vigueur, ce qui avait été l'objectif principal du gouvernement Clemenceau.⁵⁵

Néanmoins, il faut constater que la politique favorable aux nationalités a connu des avancées aussi bien à Rome qu'à Londres. Le président du Conseil italien soutenait officieusement une politique favorable aux nationalités. A son tour, Lloyd George avait parlé de la nécessité de créer une Pologne libre devant les syndicats, même si son gouvernement excluait la possibilité d'y inclure les provinces allemandes. La crainte d'une offensive massive de l'ennemi, renforcé par les divisions libérées du front oriental par la défection russe, pousse les Alliés à utiliser tous les moyens. Dans cette perspective, la propagande destinée aux unités austro-hongroises composées de nationalités opprimées eut une importance toute particulière. Les nationalités opprimées de l'Autriche-Hongrie ne pouvaient pas encore bénéficier de la même attitude alliée que la Pologne puisque d'une part les Britanniques espéraient encore détacher les Habsbourg de l'Allemagne, et que d'autre part les Italiens y voyaient un danger pour leurs revendications territoriales.

Le revirement de la politique alliée envers l'Autriche-Hongrie

Le dernier obstacle pour une politique favorable aux nationalités vivant en Double Monarchie étaient les tentatives de détacher cette dernière de l'Allemagne par une paix séparée. Les derniers contacts entre les représentants alliés et ceux de la Double Monarchie eurent lieu en mars 1918 en Suisse. Le gouvernement britannique avait décidé en janvier, malgré l'échec de la tentative de Smuts, de continuer les pourparlers avec la Double Monarchie. Au sein du War Cabinet, seul Balfour avait émis des réserves. Le chef de la diplomatie britannique ne croyait pas à la sincérité de la démarche autrichienne, craignant, comme le gouvernement français d'ailleurs, les réactions de l'Italie et des alliés balkaniques.⁵⁶

⁵⁵ Stevenson, *French War Aims*, 102.

⁵⁶ Rothwell, *British War Aims*, 166, 167.

Le Cabinet britannique se décide à reprendre les négociations directes avec la Double Monarchie le 1 mars, après qu'il fut connu que le contact direct avait été établi entre le président Wilson et l'empereur Charles.⁵⁷ Le conseiller du premier ministre britannique, Philippe Kerr, est envoyé en Suisse afin de rencontrer le conseiller de l'ambassade d'Autriche-Hongrie, le comte Skrzynski. Leur rencontre a lieu le 14 mars et se solde par un échec complet. Kerr voulait discuter les termes d'une paix séparée, tandis que son interlocuteur n'était prêt qu'à envisager une paix générale.⁵⁸ La faillite de cette dernière reprise des négociations fut la conséquence directe du regain de confiance au sein des cercles dirigeants de la Double Monarchie. A Vienne, après la signature définitive de la paix séparée avec la Russie le 5 mars, et quelques jours avant la grande offensive sur le front français, on ne voyait pas la nécessité d'une paix séparée à tout prix. Les diplomates et les généraux commencèrent à croire de nouveau à la victoire.⁵⁹

Pour les mêmes raisons, les contacts entre la Double Monarchie et les autres alliés s'essouffèrent aussi. Dans son discours du 24 janvier, le comte Czernin accepte les principes généraux énoncés par Wilson, tout en refusant les demandes explicites d'accorder l'autonomie aux nationalités et de restaurer la Serbie, le Monténégro et la Roumanie. Néanmoins, la diplomatie austro-hongroise cherche à nouer des contacts avec les Américains, arguant que les 14 points pourraient être une bonne base aux négociations directes. Le contact est établi lors de la rencontre des 3 et 4 février 1918 entre l'envoyé de Wilson, le professeur Herron, et le professeur Lammasch, arrivé en Suisse avec l'accord de l'empereur. L'envoyé autrichien propose, au nom de l'empereur, la réorganisation de la Double Monarchie en unités nationales autonomes, comme un premier pas vers une paix générale. Il évite soigneusement d'évoquer les questions territoriales. Lammasch exige une réponse formelle au discours de Czernin, contenant une nouvelle demande adressée par Wilson à Charles d'accorder l'autonomie aux nationalités. Accordant une crédibilité complète aux demandes de Lammasch, Wilson, dans son discours devant le Congrès du 11 février, renouvelle sa demande de réorganisation de la Double Monarchie selon le principe national. La teneur de son discours est cette fois bien plus générale, évitant de ce fait les critiques provoquées par les solutions explicites contenues dans ses 14 points. Néanmoins, il affirme avec fermeté la nécessité de respecter les aspirations nationales et leur droit à l'autodétermination.⁶⁰ Ces pensées sont résumées dans les quatre principes suivants : 1) chaque partie de la paix

⁵⁷ Ibid. 148.

⁵⁸ French, « Tous ses vagues discours », 127.

⁵⁹ Leo Valiani, *The End of the Austria-Hungary* (New York : Knopf, 1973), 220.

⁶⁰ Mamatey, *United States*, 219-225.

future doit être basée sur la justice essentielle ; 2) on ne peut pas trafiquer avec des peuples et des provinces pour les faire passer d'une souveraineté à l'autre ; 3) tout règlement territorial que la guerre implique doit être effectué dans l'intérêt et pour le bénéfice de la population intéressée ; 4) toutes les aspirations nationales bien définies seront satisfaites aussi complètement qu'elles pourraient l'être.⁶¹

La réponse impériale prend la forme d'une lettre, envoyée le 18 février à Wilson par l'intermédiaire du roi d'Espagne. Cette lettre est interceptée et lue par les services secrets alliés, et elle arrive à Washington bien avant qu'elle ne soit remise officiellement à Wilson par la diplomatie espagnole. L'empereur propose une paix sur le principe du *status quo ante*, donc sans conquêtes ni annexions. Si le président pouvait persuader ses alliés de l'accepter, l'empereur en ferait autant. Outre ce principe général, Charles réfute les revendications territoriales italiennes. Il prévoit aussi que la Serbie devrait céder la Macédoine à la Bulgarie et que la Pologne devrait être créée. A propos des nations autrichiennes il ajoute que, selon lui, en satisfaisant leurs exigences, les risques d'une nouvelle guerre seraient diminués. Ainsi, Charles avance des propositions différentes de celles du professeur Lammasch.

Le président, même avant de recevoir officiellement la lettre le 26 février, consulte le gouvernement britannique. Balfour lui conseille de ne pas accepter les propositions de l'empereur, car elles provoqueraient le vif mécontentement des Italiens et des nations opprimées. Cependant, il considère nécessaire de savoir laquelle des deux propositions exprime le véritable état d'esprit de l'empereur. La réponse de Wilson est remise le 28 février à l'ambassadeur espagnol et arrive à Vienne le 8 mars. Elle contient une série de questions dont l'objectif est de préciser la position impériale sur un nombre de points litigieux, tels que le sort des nationalités, les concessions à l'Italie, etc.

La réponse est préparée par comte Czernin. En s'efforçant de satisfaire les exigences de la nouvelle diplomatie wilsonienne, par la forme sinon par le contenu, le chef de la diplomatie impériale confirme que la création d'un état Yougoslave est impossible, tandis que la reconstruction de la Serbie est envisageable à condition que les moyens en soient fournis par les États Unis, et la Macédoine cédée à la Bulgarie. Les demandes italiennes sont repoussées aussi. Avec une malice particulière, Czernin soutient qu'elles sont contraires au droit des nations de disposer d'elles-mêmes, car les Italiens exigent les territoires habités par des Slaves et des Allemands. La possibilité de leur rendre les provinces austro-hongroises peuplées exclusivement par leurs co-nationaux n'est même pas évoquée. Cette réponse ne sera jamais re-

⁶¹ Mordacq, *Le Ministère Clemenceau*, vol. I, 122 et 123.

mise, car le roi d'Espagne décide de ne plus faciliter cette correspondance.⁶² Ainsi, pour des raisons diverses, les contacts entre la Double Monarchie et les démocraties anglo-saxonnes cessent en mars 1918.

Les deux autres Alliés « latins », sont bien moins intéressés par des négociations secrètes, car ils estiment une victoire indispensable à la réalisation de leurs buts de guerre. Néanmoins, des tentatives de sonder l'état d'esprit de Vienne, considérée comme le maillon faible de l'alliance ennemie, se manifestèrent et à Rome et à Paris. L'idée de contacter l'ennemi au travers du Vatican est avancée par le secrétaire général de Consulta, Giacomo De Martino, dès novembre 1917. Le ministre de trésor dans le gouvernement Orlando, Francesco Nitti, entretient tout au long de l'hiver 1917/1918 une série de discussions avec le Secrétaire d'État du Saint Siègre, le cardinal Gaspari. Ce haut dignitaire de l'église, propose à Nitti, en mars 1918, l'aide du Vatican, afin d'arriver à un accord entre Rome et Vienne. Gaspari, en effet, reprenait une initiative d'Orlando.

Le président du Conseil italien apprend, en janvier à Londres de son homologue britannique, que le comte Mensdorf avait indiqué à Smuts, lors de leur rencontre en Suisse, que la Double Monarchie était prête à céder certains territoires à l'Italie. N'ayant pas eu de précisions sur la teneur de la proposition autrichienne, il cherche en février à en savoir davantage à travers le Vatican. Orlando avertit immédiatement que les concessions territoriales devaient être bien supérieures à celles faites par Vienne avant le commencement de la guerre. Ainsi le 14 février, Gaspari se plaint à Nitti que le Saint Siègre avait été sollicité afin de chercher à Vienne des renseignements dont on pouvait trouver la réponse plus facilement à Londres. Profitant de l'occasion, il ajoute que, selon lui, vu les dernières défaites, l'Italie n'était plus en mesure de repousser d'avance les offres initiales de la Double Monarchie.⁶³

Suivant cette logique, Gaspari fait en mars une offre de médiation formelle, dont le but est d'arriver à un accord entre l'Italie et l'Autriche-Hongrie en prélude à une paix générale. L'initiative est acceptée, et Nitti, avec l'accord d'Orlando, lui expose les demandes italiennes. L'Italie est prête à céder la Somalie ou la Tripolitaine à l'Autriche-Hongrie, mais elle exige en échange, 1) des rectifications de frontières afin de satisfaire les exigences défensives des deux pays ; 2) le port et la ville de Valona ; 3) certaines îles de Dalmatie ; 4) la ville de Trieste. Au cas où les deux dernières demandes seraient inacceptables, l'Italie exige la ville de Gorizia.

Au bout de quelques jours, Orlando fait savoir à Gaspari que la proposition italienne n'est plus d'actualité.⁶⁴ L'offensive allemande sur le front

⁶² Mamatey, *United States*, 226–232.

⁶³ Alberto Monticone, *Nitti e la Grande Guerra* (Milan : Giuffrè, 1961), 393.

⁶⁴ Ibid. 260–262, 395–397.

ouest, et l'attitude du gouvernement britannique, incitent Orlando à mettre un terme à toute négociation avec Vienne. Lloyd George l'informe que son gouvernement avait abandonné toute tentative de conclure une paix séparée avec la Double Monarchie. En même temps, l'armée italienne reprend confiance dès qu'il apparaît que l'attaque principale de l'ennemi ne serait pas dirigée sur le front italien.⁶⁵ La volonté manifeste d'une partie du gouvernement italien de diminuer ses buts de guerre n'est pas de longue durée. D'ailleurs, la décision n'avait été prise que sous l'influence de l'attitude pacifique de l'alliée britannique. Une fois assuré de la volonté de ses Alliés de continuer la guerre, le gouvernement italien retrouve toute sa détermination à défendre l'intégralité de ses revendications territoriales.

Le gouvernement Clemenceau avait beaucoup moins cru que ses alliés anglo-saxons à la possibilité d'une paix séparée. Néanmoins, Clemenceau permet à commandant Armand de rencontrer de nouveau son interlocuteur autrichien, le comte Revertera.⁶⁶ Leur rencontre de février n'ayant rien donné, le gouvernement français est convaincu de l'impossibilité de détacher l'Autriche-Hongrie de l'Allemagne. En conséquence, réagissant à la correspondance Wilson-Charles, Poincaré en avertit le président américain, profitant de l'occasion pour exprimer avec vigueur la position française :

En présence des démarches tentées aujourd'hui par l'Empereur de l'Autriche et afin de vous renseigner sur un point qui me paraît offrir pour vous un grand intérêt, je crois nécessaire de vous faire connaître à titre secret que l'Empereur Charles a fait l'an dernier une tentative analogue auprès de moi. Il s'agissait alors comme aujourd'hui, d'une correspondance privée. Après examen approfondi de la question et une opposition très vive de l'Italie pressentie, le gouvernement décida de laisser tomber la proposition. A cette époque, l'Empereur d'Autriche se disait disposé à appuyer la revendication française touchant l'Alsace et Lorraine, tandis qu'aujourd'hui, d'après des renseignements qui nous sont tout récemment parvenus, ses dispositions sur ce point se seraient totalement modifiées, et il ferait désormais entièrement cause commune avec l'Allemagne.⁶⁷

L'imprudence du comte Czernin permit à Clemenceau de mettre un terme à toutes les tentatives de négociations avec Vienne. Le chef de

⁶⁵ Melograni, *Storia politica*, 424 et 425.

⁶⁶ Les négociations entre commandant français Abel Armand et comte autrichien Nikolaus Revetera ont eu lieu à deux reprises en août et en novembre 1917, sans qu'il ait eu des résultats, car l'idée française d'une paix séparée ne fut pas acceptée par l'Autriche-Hongrie. G. Pedroncini, *Les négociations secrètes pendant la Grande Guerre* (Paris : Flammarion, 1969) ; G. H. Soutou, « Paul Painlevé et la possibilité d'une paix négociée en 1917 », *Cahiers du Centre d'études d'histoire de la Défense*, Histoire des rapports diplomatico-stratégiques, 22 (2004), 27-43.

⁶⁷ Poincaré à Jusserand pour Wilson, Paris le 4 mars, AMAE, Série A-Paix, vol. 104, p. 93.

la diplomatie impériale déclare le 2 avril, devant la délégation du conseil municipal de Vienne, qu'à la demande de Clemenceau, des négociations secrètes en vue d'une paix générale avaient été entamées avec la France. Il ajoute qu'elles étaient interrompues depuis, car la France avait exigé la restitution de l'Alsace-Lorraine, ce que la Monarchie ne pouvait pas accepter.⁶⁸ Clemenceau, se trouvant au milieu de la grande offensive allemande, répond laconiquement : « le comte Czernin a menti ». ⁶⁹ Il s'ensuit une véritable polémique sur la place publique, dont l'enjeu d'une part est la crédibilité de la politique gouvernementale en France, et de l'autre, l'intégrité personnelle d'un haut aristocrate autrichien. Après avoir combattu avec force, toute tentative pacifiste, utilisant même les mesures extrêmes, Clemenceau ne pouvait pas permettre que son soutien à l'armée soit mis en cause lorsque celle-ci subissait les attaques répétées d'un ennemi supérieur en nombre. Sa détermination fut renforcée par sa conviction d'avoir raison, vu qu'il se référerait à l'entier processus de négociation, commencé depuis plus d'une année à l'initiative autrichienne. Le Comte Czernin, de son côté, se référant aux dernières rencontres Armand-Revertera, crut utile de démontrer la duplicité du président de conseil français. Ainsi, dans la réponse formelle aux accusations de Czernin, Clemenceau dévoile l'historique des rencontres Armand-Revertera, et y ajoute un avertissement éloquent :

M. le comte Czernin ne pouvait-il pas retrouver dans sa mémoire le souvenir d'une autre tentative faite à Paris et à Londres, deux mois seulement avant l'entreprise Revertera, par un personnage d'un rang fort au-dessus du sien.⁷⁰

Clemenceau, avec son imprécision habituelle, faisait référence à une lettre écrite par l'empereur à son beau-frère, prince Sixte de Bourbon-Parme, où il avait soutenu la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France. Czernin ignorait complètement son existence, et surtout qu'elle se trouvait entre les mains de son adversaire. D'ailleurs, lorsqu'il demanda à l'empereur s'il avait envoyé des lettres à son beau-frère, dont le contenu pourrait être compromettant, Charles lui répondit catégoriquement :

Dans mes lettres au prince du Bourbon-Parme, il n'y avait jamais rien de politique.⁷¹

⁶⁸ Wolfdieter Bihl, « La mission de la médiation des princes Sixte et Xavier de Bourbon-Parme en faveur de la paix », *Guerres mondiales et conflits contemporains* 170 (avril 1993), 60.

⁶⁹ Jean-Baptiste Duroselle, *Clemenceau* (Paris : Fayard, 1998), 703.

⁷⁰ Ibid. 704.

⁷¹ Bihl, « La mission de la médiation », 64.

Ainsi, Czernin continue à nourrir la polémique en divulguant de nouveaux détails sur les négociations Armand-Revertera. La réponse de Clemenceau est concluante. Il révèle le 9 avril l'existence de la lettre de Charles à Sixte de Bourbon-Parme, dont il publie le contenu le 12 avril. Le passage clé de cette lettre du 24 mars 1917 est le suivant :

C'est dans ce but et pour exprimer les sentiments réels que je te prie de porter secrètement et officieusement à la connaissance de M. Poincaré président de la République française, que j'emploierai tous les moyens dont je dispose et en utilisant toute mon influence personnelle auprès de mes alliés pour leur faire comprendre la justesse des revendications françaises en ce qui concerne l'Alsace-Lorraine.⁷²

Les effets de la publication de cette lettre sont énormes. Toute chance d'une paix séparée, ou même d'une quelconque action diplomatique indépendante autrichienne disparaissent d'un seul coup. L'empereur prend le chemin du repentir, et le 12 mai conclut à Spa plusieurs traités économiques et militaires liant inextricablement le sort de la Double Monarchie à celui de l'Allemagne. Les derniers jalons d'une Mitteleuropa allemande sont posés. En conséquence, la France se décide ouvertement à soutenir les nations opprimées de l'Autriche-Hongrie. Devant la commission parlementaire, enquêtant sur l'affaire Czernin-Clemenceau, le président du Conseil et son Ministre des Affaires étrangères déclarent début mai 1918 que la France devrait désormais apporter toute son aide aux nations vivant dans l'Autriche-Hongrie.⁷³

Du même coup les autres alliés abandonnent également toute espérance de voir la Double Monarchie mener une politique indépendante. A Londres et à Washington aussi on prend la décision de soutenir la lutte des nations opprimées. Le président Wilson avertit le 18 mai qu'il n'accordera désormais aucun crédit aux offres de paix en provenance de Vienne, car elles se sont avérées les moyens de continuer une politique oppressive à l'Est de l'Europe.⁷⁴ La nouvelle orientation de la politique américaine est confirmée par le Secrétaire d'État. Lansing dans sa déclaration du 29 mai évoquant les sympathies de l'administration américaine pour les aspirations nationales des Tchécoslovaques et des Yougoslaves.⁷⁵

Londres à son tour décide le 21 mai d'abandonner formellement toute tentative de conclure une paix séparée avec la Double Monarchie.

⁷² Ibid. 47.

⁷³ David Stevenson, *The First World War and International Politics* (Oxford: Clarendon Press, 1991), 217.

⁷⁴ Mamatey, *United States*, 258.

⁷⁵ *Foreign Relations of the United States, Lansing Papers*, vol. I (Washington : USGPO, 1939-1940), 808.

Désormais le gouvernement de Sa Majesté se dit prêt à soutenir les nations opprimées, pour « ramener les Habsbourg à la raison », selon l'expression de Lloyd George.⁷⁶

La politique de soutien aux nationalités opprimées fait son chemin dans les capitales alliées dès la révolution bolchevique, pour être enfin acceptée, à l'exception de Rome, seulement en mai. Ses promoteurs se trouvent surtout à Paris, car c'est une des manières de continuer la guerre jusqu'à la victoire finale. Le soutien de la Double Monarchie à l'offensive allemande du printemps 1918 décourage même les partisans les plus convaincus à Londres et à Washington d'une paix de compromis. Le seul obstacle reste l'attitude du gouvernement italien. Néanmoins, il faut souligner que le soutien aux nations opprimées ne signifie nullement la volonté de voir l'Autriche-Hongrie disparaître au profit de nouveaux états nationaux. C'est seulement un moyen de gagner la guerre où, comme les Britanniques le disent, d'amener les Autrichiens à un état d'esprit raisonnable.⁷⁷ Néanmoins, le soutien aux nationalités opprimées, aussi limité qu'il soit, ouvre la voie pour l'acceptation graduelle du programme yougoslave du gouvernement serbe, soutenu dans sa démarche par le Comité yougoslave. Cependant, son réalisation dépendait des projets alliés sur l'avenir de la Double Monarchie, dont la pérennité ne fut mise en cause qu'en été 1918.

UDC 94:327.5]°1917/1918°
355.48(4)°1917/1918°

Bibliographie et sources

- Archives de Ministère des Affaires étrangères (AMAE), Série A-Paix, Vols. 55, 56, 102 et 104 ; Série-Guerre 1914-1918, Vols. 999 et 1000 ; Série-Guerre 1914-1918, Autriche-Hongrie, Vol. 161.
- Bihl, Wolfdieter. « La mission de la médiation des princes Sixte et Xavier de Bourbon-Parme en faveur de la paix ». *Guerres mondiales et conflits contemporains* 170 (avril 1993), 31-76.
- Bonnefous, Edouard. *Histoire politique de la Troisième République*. Vol. II *La Grande guerre*, 2^e éd. Paris : Presses Universitaires de France, 1967.
- Calder, Kenneth. *Britain and the Origins of the New Europe, 1914-1918*. Cambridge University Press, 1976.
- Cambon, Paul *Correspondance 1870-1924*. Vol. III. *Les guerres balkaniques, la Grande Guerre, l'organisation de la paix*. Paris : B. Grasset, 1946.
- Candeloro, Giorgio. *Storia della Italia Moderna*. 3^e éd. Vol. VIII. *La Prima guerra mondiale, il dopoguerra, l'avvento del fascismo*. Milan : Feltrinelli, 1989.

⁷⁶ Kenneth Calder, *Britain and the Origins of the New Europe, 1914-1918* (Cambridge: University Press, 1976), 182.

⁷⁷ "Austria may thus be reduced to a reasonable state of mind" (Rothwell, *British War Aims*, 222).

- Charles-Roux, François. *Souvenirs diplomatiques : Rome-Quirinal, février 1916 – février 1919*. Paris : Fayard, 1956.
- Duroselle, Jean-Baptiste. *Clemenceau*. Paris : Fayard, 1998.
- Foreign Relations of the United States. Lansing Papers*. Vol. I. Washington : USGPO, 1939–1940.
- French, David. « Tous ses vagues discours ne nous mènent à rien. La politique britannique et la paix avec l'Autriche-Hongrie ». *Guerres Mondiales et conflits contemporains* 170 (avril 1993), 119–130.
- Hovi, Kalervo. *Cordon sanitaire or barrière de l'Est : The Emergence of the New French Eastern European Alliance Policy*. Turku : Turun Yliopisto, 1975.
- Jabara Carley, Michel. *Revolution and Intervention. The French Government and the Russian Civil War*. Kingston & Montréal : McGill-Queen's University Press, 1983.
- Journal Officiel, Chambre des députés, Comptes-rendues intégrales* (1917 et 1918).
- Mamatey, Victor S. *The United States and East Central Europe*. Princeton University Press, 1957.
- Melograni, Piero. *Storia politica della Grande Guerra 1915–1918*. 2^e éd. Milan : Mondadori, 1998.
- Monticone, Alberto *Nitti e la Grande Guerra*. Milan : Giuffrè, 1961.
- Mordacq, Général. *Le Ministère Clemenceau. Journal d'un témoin*. Vol. I. *Novembre 1917 – avril 1918*. Paris : Plon, 1930.
- Pedroncini, G. *Les négociations secrètes pendant la Grande Guerre*. Paris : Flammarion, 1969.
- Poincaré, Raymond. *Au Service de la France*. Vol. IX. Paris : Plon, 1932.
- Riccardi, Luca *Alleati non amici*. Brescia : Morcelliana, 1992.
- Rothwell, V. H. *British War Aims and Peace Diplomacy 1914–1918*. Oxford : Clarendon Press, 1971.
- Sonnino, Sidney. *Diario*. Vol. III. Bari : Laterza, 1972.
- Soutou, G. H. « Paul Painlevé et la possibilité d'une paix négociée en 1917 ». *Cahiers du Centre d'études d'histoire de la Défense, Histoire des rapports diplomatico-stratégiques*, 22 (2004), 27–43.
- Stevenson, David. *French War Aims against Germany 1914–1918*. Oxford : Clarendon Press, 1982.
- *The First World War and International Politics*. Oxford: Clarendon Press, 1991.
- Valiani, Leo. *The End of the Austria-Hungary*. New York : Knopf, 1973.
- Živojinović, Dragoljub R. *Nadmeni saveznik i zanemareno srpstvo : britansko-srpski odnosi (1875–1941)*. Belgrade : Albatros plus, 2011.
- *Nevoljni ratnici : velike sile i Solunski front : 1914–1918*. Belgrade : Zavod za udžbenike, 2010.

This paper results from the project of the Institute for Balkan Studies *History of political ideas and institutions in the Balkans in the 19th and 20th centuries* (no 177011) funded by the Ministry of Education and Science of the Republic of Serbia.